

Réglementation en vigueur et à venir en matière de gestion des sites et sols pollués

Vers une certification des métiers de la dépollution

Philippe Bodénez
DGPR/SRT/SDRCP/B3S

Plan de la présentation

- Politique de prévention des risques dus à la pollution du sol du MEEDDM
- Vers une certification des métiers de la dépollution
- Les terres excavées, une autre exception culturelle française

Politique de prévention des risques dus à la pollution du sol du MEEDDM, un peu d'histoire

- 1993 - Mise en place d'une politique de réhabilitation et de traitement des sites pollués par le ministère en charge de l'environnement
- 1996 - Outil de hiérarchisation et de classification des sites : DI et ESR , mise en place d'un dispositif pour les sites à responsables défaillants
- 1999 - Politique de gestion des risques suivant l'usage (outil DA et EDR) à l'identique des avancées dans ce domaine dans les autres pays
- 2007 - Révision de la méthodologie, IEM et Plan de gestion

Les fondements de la politique

- l'examen et **la gestion du risque** plus que l'attachement à un niveau de pollution intrinsèque
- la gestion **en fonction de l'usage** des sites

En pratique ...

- dépollution pour permettre un usage tout en protégeant la santé des populations et l'environnement
- À l'aide de techniques de dépollution aux performances données

Ceci peut avoir pour conséquent le maintien en place de pollutions résiduelles dont il convient de garder la mémoire

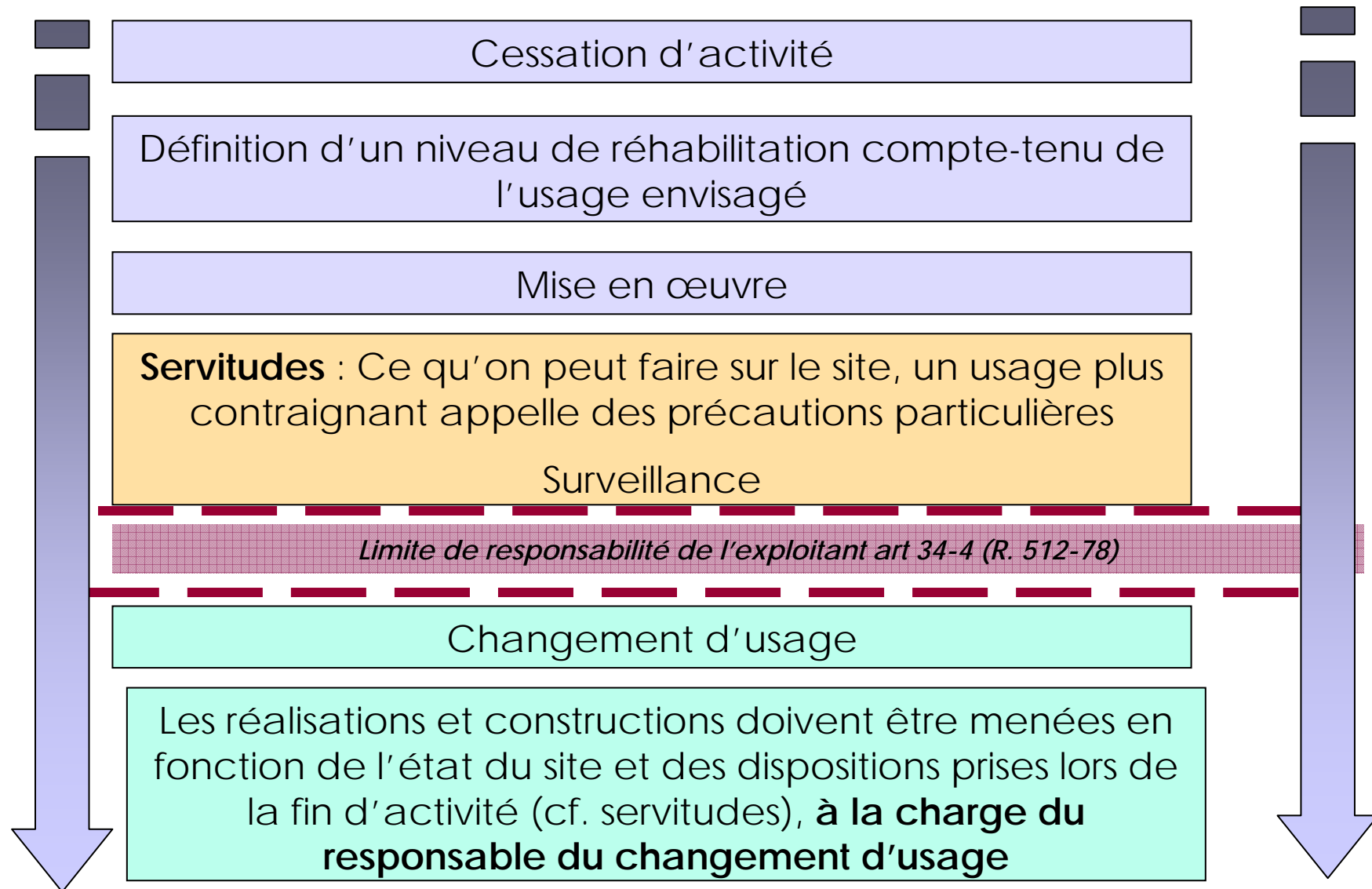
Une réglementation issue du droit des installations classées

- Art R-512-39-1 à R-512-39-6 du code de l'environnement
 - Notification de la cessation d'activité au préfet
 - Consultation du propriétaire et du maire sur l'usage envisagé du site après la cessation d'activité
 - Possibilité pour le maire de déposer un mémoire constatant l'incompatibilité de l'usage prévu par l'exploitant par rapport aux documents d'urbanisme existants
 - Transmission du mémoire de remise en état au préfet
 - Possibilité pour le préfet de prescrire toute mesure complémentaire, en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L 511-1.

La possibilité de garder la mémoire du site

- Art L. 515-12 du code de l'environnement
 - Possibilité de prendre une servitude d'utilité publique fixant un certain nombre de prescriptions
 - Limitation ou interdiction de la modification de l'état du sol et du sous-sol
 - Limitation de ses usages et des nappes phréatiques
 - Mise en œuvre de prescriptions relatives à la surveillance du site
- Se servir de BASIAS comme un outil de mémoire pour les sites anciens
 - Constitution des inventaires historiques régionaux
 - Une valorisation de BASIAS à inventer

Cessation d'activité : le schéma théorique



Concilier urbanisation et réhabilitation des friches industrielles

- Quel objectif pour le MEEDDM ?
 - Nécessité de limiter l'accroissement des villes au détriment des terrains agricoles
 - Revenir sur les terrains potentiellement pollués pour développer un nouveau cadre urbain
- Accepter l'héritage industriel du passé : un défi collectif
 - Aide à la réhabilitation de friches
 - Plan de relance
 - Plan « friches ADEME »
 - Responsabilisation de l'ensemble des acteurs

Pour une responsabilisation des acteurs

- Les aménageurs
 - Ils sont responsables des conditions de réaménagement
 - La problématique des sols pollués doit être intégrée comme d'autres problématiques dans l'ensemble du projet
- Les bureaux d'études
 - anticiper les besoins des aménageurs
 - conseiller au mieux leurs clients
- Les ingénieries
 - Proposer des solutions permettant un usage conforme à l'état du site, en tenant compte des possibilités techniques

La modification de la norme NF X 31-620 de 2003

- Désormais, elle se décline en 4 parties
 - **Exigences générales**
 - **exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle**
 - **exigences dans le domaine des prestations d'ingénierie des travaux de réhabilitation**
 - **exigences dans le domaine des prestations d'exécution des travaux de réhabilitation**
- Enquête publique jusqu'au 30 octobre 2010
- Premiers audits de certification en 2011

La loi Grenelle 2

LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

- Des dispositions juridiquement structurantes !
- Article 188 :
 - L'Etat rend publiques les informations dont il dispose sur les risques de pollution des sols.
 - Ces informations sont prises en compte dans les documents d'urbanisme lors de leur élaboration ou leur révision
 - Le vendeur ou le bailleur doivent en informer leur client ou locataire
 - Dans un délai de 2 ans, en cas de non information, possibilité d'actions pour le vendeur ou le locataire en cas de terrain impropre à son usage

La prise en compte des sols pollués par le code de l'urbanisme

- Vers une modification des articles
 - R123-11 : intégration de la problématique « sols pollués » dans l'article relatif aux préoccupations à intégrer dans les PLU
 - R431-16 : Permis de construire : L'architecte doit tenir compte du risque de pollution des sols, au même titre que des risques technologiques ou des risques naturels déjà pris en compte
- La certification constitue une garantie pour l'architecte de la conception et de la réalisation conformément aux règles de l'art

Quelle gestion pour les terres excavées ?

- Pour une solution :
 - techniquement juste,
 - Adaptée du point de vue sanitaire et environnemental
 - Juridiquement conformes aux directives de l'Union
 - **Ce qui peut nécessiter des traitements et donc des coûts...**
- Comment échapper à l'exception culturelle ?

Conclusion

- Une politique tenant compte du retour d'expérience
- Une réglementation largement basée sur le code de l'environnement
- Une nécessité de se préoccuper du champ hors ICPE